

LE DEVOIR

Alphabétisation

I N T E R V E N T I O N

8 SEPTEMBRE 2004

Le Québec se prépare à la Journée internationale de l'alphabétisation

Page 3



BOÎTE À LETTRES DE LONGUEUIL

Renouveler les pratiques d'intervention

Page 6

De véritables trésors, des trésors tels qu'une ville comme Sélestat, petite capitale régionale de l'est de la France, à la suite du don d'un de ses illustres concitoyens, leur érigea un monument en ces jours de Renaissance, monument toujours ouvert au public.

Quand Beatus Rhenanus légua en 1547 sa bibliothèque personnelle, il fut décidé de construire pour accueillir la donation la Bibliothèque humaniste, édifice à ce jour le plus important de cette ville située sur l'Ill. Pourtant, le nombre de volumes légués apparaît aujourd'hui insignifiant: 670 ouvrages qui avaient nécessité pour en faire collection toute une vie, ce qui avait été rendu possible par le fait d'une richesse personnelle et de la fréquentation d'amis éminents, le moindre d'entre eux n'étant pas Erasme, figure majeure de l'humanisme naissant.

Qui avait alors accès aux livres était dit privilégié. Quant aux autres, pourquoi connaître l'art de déchiffrer ces signes d'imprimerie quand il s'avérerait plus tard impossible de trouver un ouvrage qui permette d'utiliser une telle connaissance?

Richesse perdue

Aujourd'hui, il n'y a plus de raison de ne pas savoir lire: chaque boîte aux lettres reçoit hebdomadairement dépliant et informations diverses, et tout parcours dans les grands centres urbains offre autant d'occasions de recueillir du matériel de lecture, que l'on vous donne en plus.

Pourtant, les statistiques déversent des données qui mettent à mal ce flot d'informations. Si, au Canada, un citoyen sur quatre est incapable de déchiffrer les titres des grands quotidiens, le Québec n'est pas en reste, dont le nombre des analphabètes avoisine le million, et quand on sait à coup sûr qu'ils sont 468 000 à être incapables de déchiffrer le moindre alignement de signes orthographiques.

Les conséquences d'un tel état de fait sont lourdes. Parle-t-on d'emploi que les répercussions d'une faible alphabétisation sont évidentes: bas salaires et incapacité de progresser dans le monde du travail. Mais il y a pire. L'enfant est-il à l'école qu'il lui devient impossible de suivre son cheminement, même de comprendre les diverses directives transmises par la direction. Une visite chez le médecin s'impose-t-elle qu'à sa suite le traitement donné, avec les feuillets explicatifs qui l'accompagnent, se perd dans une incompréhension totale, la mémoire n'enregistrant que ce que l'oreille retient plus ou moins d'un discours de spécialiste. Quant à visiter le vaste monde, mieux vaut l'oublier: le moindre panneau routier est un hiéroglyphe, déjà qu'il faut mettre à contribution tout un réseau de personnes connues ne serait-ce que pour remplir le formulaire qui accompagne l'émission ou le renouvellement d'un permis de conduire ou d'une carte d'assurance maladie.

Triste sort

Socialement, que fait-on pour corriger une telle situation? Au Québec, 98 % des analphabètes sont voués à conserver leur statut peu enviable. Des mesures gouvernementales sont pourtant en place et le ministère de l'Éducation dépose des chiffres qui font

état d'une progression: l'an dernier, 13 877 personnes étaient inscrites dans des cours d'alphabétisation dans l'ensemble des commissions scolaires du Québec. «On en comptait seulement 8000 en 2000», informe Alain Mercier, responsable de la Direction de la formation générale des adultes.

Net progrès, mais qui s'occupe des 475 000 (ou 987 000) absents des divers programmes de formation? Il y a bien sûr des fondations, l'une d'entre elles étant la Fondation pour l'alphabétisation, dont les efforts se concentrent sur l'information auprès du grand public et la mise en place d'outils pour guider celui ou celle qui veut se sortir de l'isolement. Il y a des initiatives: le monde syndical agit pour améliorer le sort de ses mandants tout comme, par des actions précises, divers organismes tentent de rejoindre les communautés culturelles et les décrocheurs du système.

Toutefois, l'apprentissage de la lecture, qui se combine souvent avec une initiation à l'arithmétique, nécessite du temps, et un suivi: s'il faut trois années pour donner une connaissance de base de la langue écrite, cela se fait aussi par un enseignement précis. Le Centre de recherche-action éducatives et sociales multiethnique de Montréal ne peut donner cours qu'à 80 personnes à la fois, une partie seulement de ceux qui aimeraient bien les suivre, et la Boîte à lettres de Longueuil, un organisme reconnu pour la qualité de ses efforts, ne rejoignait durant la dernière année que 47 jeunes, 18 parents et 497 autres personnes au moyen de formations et de conférences.

Et, là comme ailleurs, l'argent n'est pas au rendez-vous: le gouvernement coupe, les entreprises, qui ne sont plus soumises à l'obligation d'offrir des programmes de formation, sabrent dans cet investissement non rentable qu'est l'amélioration du sort de ses employés, et ainsi de suite.

Conséquence: si le Québec et le Canada sont décrits comme étant des régions parmi les plus riches de la planète, la barrière des mots se dresse toujours, déparageant les citoyens. Dans ces efforts pour donner une chance à tous, parmi les pays les plus industrialisés, le Canada est toujours à la traîne, devançant toutefois son voisin du sud: une mince consolation et une piètre excuse pour ne pas en faire plus.

Normand Thériault

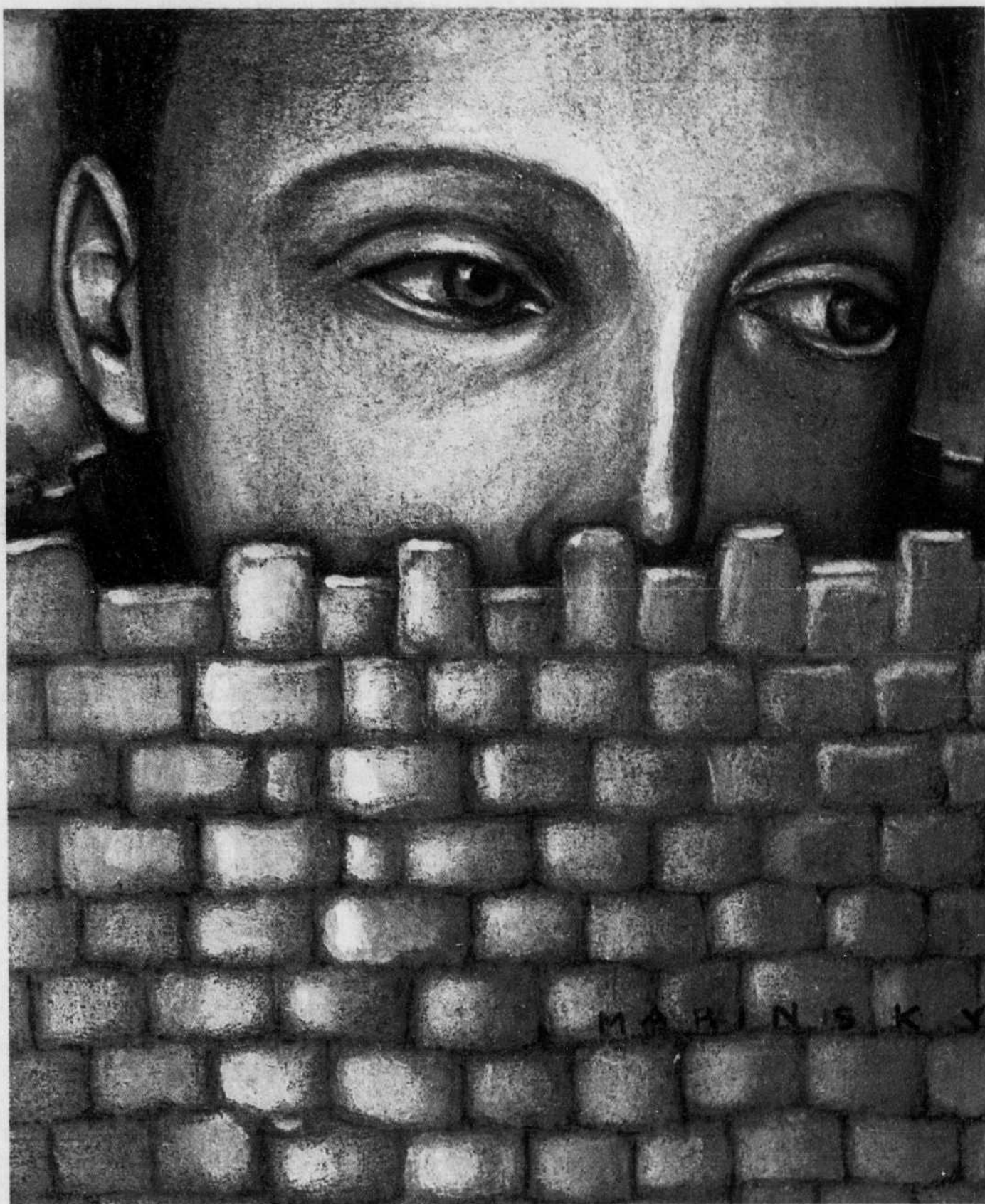


IMAGE.COM

La barrière des

Au Québec, le nombre des analphabètes avoisine le million.

mots

FONDATION POUR L'ALPHABÉTISATION
Un 15^e anniversaire
Page 3

INITIATIVES
Milieu syndical
Communautés culturelles
Collège Frontière
Page 4

QUÉBEC
Programmes gouvernementaux
Page 5

CANADA
Alphabétisation et santé
Page 5

Comblez le vide

Ensemble, nous faisons partie de la solution!

En s'engageant à combler le vide, vous joignez plus de 200 organisations qui appuient l'alphabétisation et qui ont à cœur de donner un coup de pouce à des milliers d'individus, dont les jeunes, pour qu'ils améliorent leurs compétences en lecture, en écriture et en calcul.

Affichage Pattison • Alpha Stoneham • Alphare • Alpha-Témis • Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française • Association des libraires du Québec • Association des projets éducatifs du Témiscamingue • Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec • Association nationale des éditeurs de livres • Association pour le droit au travail • Atelier d'éducation populaire • Au Coup de pouce Centre-Sud • Bell Canada • Bibliothèque nationale du Québec • Buntin Reid • Caisse populaire Desjardins Hochelaga-Maisonneuve • Carrefour communautaire de Rosemont l'Entre-Gens • Carrefour de liaison et d'aide multiethnique CLAM • Carrefour jeunesse emploi Ahuntsic Bordeaux Cartierville • Carrefour jeunesse emploi Arthabaska • Carrefour jeunesse emploi Avignon-Bonaventure • Carrefour jeunesse emploi de Duplessis • Carrefour jeunesse emploi de Frontenac • Carrefour jeunesse emploi de Manicouagan • Carrefour jeunesse emploi des îles • Carrefour jeunesse emploi des Moulins • Carrefour jeunesse emploi Mitis • Carrefour jeunesse emploi Montmorency • Carrefour jeunesse emploi Rivière-des-Prairies • Carrefour le Moutier • CEDA Petite Bourgogne et Saint-Henri • Centre l'Horizon • Centre Alpha Lira Sept-Îles • Centre au puits • Centre d'action bénévole d'Iberville et de la région inc. • Centre d'alphabétisation de Jonquière • Centre d'alphabétisation l'Ardoise inc. • Centre d'éducation des adultes de formation générale Saint-André • Centre d'éducation des adultes du Saint-Maurice • Centre d'éducation des adultes La Ramille • Centre d'éducation populaire de Pointe-du-Lac • Centre de Croissance d'Abitibi-Ouest inc. • Centre de formation de Huntingdon • Centre de formation du Richelieu • Centre de formation l'Envol • Centre de formation Rimouski-Neigette • Centre de référence du Grand Montréal • Centre de ressources éducatives et pédagogiques • Centre de santé et de services sociaux Nicolet-Yamaska, Les blés d'or • Centre Débat • Centre d'éducation des adultes Antoine-Brossard • Centre d'éducation des adultes d'Amours • Centre d'éducation des adultes de Kamouraska-Rivière-du-Loup • Centre d'éducation des adultes de LaSalle • Centre d'éducation des adultes du Goéland (CÉAG), La Prairie • Centre des lettres et des mots (CLEM) • Centre d'études collégiales de Chibougamau • Centre FORA • Centre Gédéon-Quimet • Centre La C.L.É. d'Alma • Centre La Croisée, CS de Portneuf • Centre Le Granit • Centre Le Parcours • Centre Le Tremplin • Centre Louis-Joliet • Centre Morilac • Centre Mot à Mot de Shipshaw • Centre pour femmes immigrantes • Centre Saint-Michel de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke • Chambre de commerce d'East Angus et région • Chambre de commerce de Sainte-Adèle • Chambre de commerce de Saint-Jean-de-Matha • Chambre de commerce de Sainte-Julienne • Chambre de commerce de Ville-Marie • Chambre de commerce du Montréal métropolitain • Chambre de commerce et d'industrie d'Argenteuil • Chambre de commerce et d'industrie de l'Amiante (CCIA) • Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs • Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Ouest • CJE Bourassa et Sauvé • CJE Centre-Sud / Plateau Mont-Royal • CJE Memphrémagog • CLD de la MRC de Bécancour • CLD de la MRC de l'Amiante • Clinique de Lecture et d'Écriture • CLSC Saint-Henri • Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario • Collège Frontière • Collège Frontière à l'Université Laval • Comité ALA • Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine • Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes • Comité sectoriel de main-d'œuvre du commerce de l'alimentation • Commission scolaire de l'Énergie • Commission scolaire des Affluents, Service aux entreprises CSA • Commission scolaire des Phares • Commission scolaire du Chemin-du-Roy • Commission scolaire Kativik • Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys • Communauté éducative FAR, Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île • Communication-Jeunesse • Comquat • COMSEP • Concorde Distribution • Confédération des syndicats nationaux (CSN) • Conseil québécois des ressources humaines en tourisme (CQRHT) • Consolidated Fastfrate • Coopérative de services multiples de Lanaudière • Coopsco • Corporation concept alpha de Rouyn-Noranda • Corporation de relance économique et communautaire de Saint-Léonard • Créca • CSMO Caoutchouc inc. • Daily Transport • Déclic • Diesel Marketing • Domtar Inc. • Ebyon • Éduco-Pop des Bois-Francs • Emploi-Québec • Établissement des adultes CSHBO • Établissement Montée Saint-François (CSSMI) • Fédération étudiante collégiale du Québec • Flexmore Industries • Fondation des parlementaires québécois, Cultures à partager • Fonds des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) • Fonds national de formation de la main-d'œuvre • Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre (FBDM) • Groupe Archambault inc. • Groupe Centre-Lac d'Alma • Groupe d'alphabétisation de Montmagny-Nord • Groupe FormaClé • Groupe Robert • HEC Montréal • Herwood Inc. • Hydro-Québec • Indigo Books & Music Inc. • Info entreprises • Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation • JBR - La Maison du Papier • Jeune Chambre de Commerce de Montréal • L'Écrit Tôt de Saint-Hubert • La clé des mots • La griffe d'alpha • La Jarnigoine • La maison des jeunes l'Escalier de Lachine • La Maison des Parents de Bordeaux-Cartierville • La table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle du Québec • Le Centre Alpha-culturel de Sudbury • Le Fablier, une histoire de familles • Le sac à mots • L'Escale Notre-Dame inc. • Les Restaurants McDonald du Canada Limitée • Librairie Renaud-Bray • Manitoulin Transport • Meyers Transport • MRC d'Avignon • MRC de Maria-Chapdelaine • MRC de Rimouski-Neigette • MRC Les Basques • MRC du Fjord-du-Saguenay • Maison populaire d'Argenteuil • Ministère de l'Éducation • Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille • Mouvement des personnes d'abord de Montréal • Plaisir de lire • Popco inc. • Pop Média • Rapid Delivery • Regroupement de bouches à oreilles (R.B.O.) • Ressources humaines et Développement des compétences Canada • REVDEC • Rona inc. • RTI Transportation Services • SADC Abitibi-Ouest inc. • SADC Arthabaska-Érable inc. • SADC de Chibougamau-Chapais inc. • SADC de Gaspé • SADC du Suroît-Sud • SADC Lac-Saint-Jean Ouest • Salon du livre de Montréal • Secrétariat des Journées de la culture • Secrétariat national à l'alphabétisation • Services aux entreprises Parcours Formation • Services optométriques Inc. et Soins de la vision Johnson & Johnson • Société de développement économique Ville-Marie (SDÉVM) • Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier - Section locale 84Q • Table d'action locale en alphabétisation • The Centre for Literacy • The Rosedale Group • Thibodeau Saguelac Marcan Transport inc. • Transcontinental • Transport Express Minimax • Transport G.M.S. Ménard inc. • Transport Michel Marcotte • Transport Nord Plus inc. • Transprovincial Freight Carriers Ltd. • Union des écrivaines et écrivains québécois • Y des femmes • Zoom Média •

Continuez à nous appuyer!

www.fqa.qc.ca

La Fondation pour l'alphabétisation est la référence au Québec : **45 %*** des Québécois affirment connaître la Fondation ou en ont entendu parler.

*Sondage Léger Marketing réalisé du 9 au 13 juin 2004 auprès de 1 004 répondants



1 800 361-9142

Venez souligner le **15^e anniversaire** de la Fondation au Salon du livre de Montréal du 18 au 22 novembre! Faites don d'un livre jeunesse neuf au stand **La lecture en cadeau** pour prévenir l'analphabétisme chez les enfants pauvres.

• ALPHABÉTISATION •

Fondation pour l'alphabétisation

L'heure est au bilan

Seulement 2 % des analphabètes au Québec entreprennent une démarche d'alphabétisation

La Fondation pour l'alphabétisation (FA) — autrefois appelée la Fondation québécoise pour l'alphabétisation — fête cette année son 15^e anniversaire d'existence. Portrait d'une organisation qui a déclaré une guerre sans merci à l'analphabétisme.

ULYSSE BERGERON

La présidente de la FA, Sophie Labrecque, fait un bilan pour le moins positif des 15 années d'existence de l'organisme: «En 1989, on était tout à fait inconnu. Aujourd'hui, beaucoup de chemin a été parcouru. On a gagné en crédibilité et en notoriété.» Pour soutenir ses propos, Mme Labrecque s'appuie sur un récent sondage que leur a offert la firme Léger Marketing et qui démontre que 45 % de la population connaît la Fondation. «Cela donne une mesure de l'impact qu'a pu avoir la Fondation» depuis sa création, affirme-t-elle.

D'Info-Alpha à Lecture en cadeau

Depuis 1989, la FA développe et offre des services qui rejoignent la mission qu'elle s'est fixée, soit de «provoquer des changements dans la société afin d'améliorer la qualité de vie des personnes analphabètes et, par conséquent, celle de la collectivité». Aujourd'hui, la Fondation représente 600 points de service répartis sur l'ensemble du territoire québécois. Ceux-ci s'assurent de «faire le pont entre la population et les services proposés».

La FA y arrive en partie grâce à sa ligne téléphonique Info-Alpha: un service sans frais et confidentiel qui s'étend à la grandeur du

Québec et sert de référence aux personnes ayant des difficultés de lecture et d'écriture en les orientant vers les ressources appropriées en alphabétisation, selon les régions administratives d'où proviennent les usagers. La Fondation estime qu'en 15 ans, 53 000 adultes ont bénéficié de conseils.

Depuis l'an dernier, la Fondation pour l'alphabétisation assure également la mise en œuvre d'Info-Apprendre, une ligne téléphonique qui est, en fait, une initiative du gouvernement du Québec. Ce service, sans frais et confidentiel, oriente les usagers vers les ressources des commissions et institutions scolaires, cégeps et universités. Info-Apprendre s'adresse principalement aux personnes qui souhaitent mener à terme une formation scolaire.

Si le chemin parcouru depuis 15 ans est considérable, force est d'admettre qu'il en reste beaucoup à faire. Seulement 2 % des personnes considérées comme analphabètes au Québec entreprennent une démarche d'alphabétisation. Au Canada, 10 % des gens qui peuvent bénéficier de l'aide en alphabétisation le font. Trop peu, selon Sophie Labrecque. La FA met donc tout en œuvre pour rejoindre les 98 % d'analphabètes de la province qui restent à l'écart de ses services.

Une des démarches les plus remarquées pour y parvenir — qui est rapidement devenue un symbole de réussite — est le projet La lecture en cadeau. Pour une sixième année consécutive, les gens pourront offrir un livre à un jeune. Seule exigence: le bouquin doit être neuf afin que l'enfant puisse totalement se l'approprier. La Fondation estime qu'environ 70 500 enfants pauvres ont jusqu'à présent reçu un livre neuf dans le cadre du projet.

Pour arriver à développer ces services, la FA dépend d'un maigre budget annuel présentement évalué à 1,6 million de dollars. Une enveloppe, comme le note Mme Labrecque, qui provient «à 50 % du public et à 50 % du privé». Pour convaincre les bailleurs de fonds, l'organisme tente de mettre en évidence, non pas l'échec que peut inspirer l'analphabétisme, mais les impacts bénéfiques à long terme de l'alphabétisation, tant pour les entreprises que pour la société.

Analphabétisme au Québec

Les statistiques relatives à l'analphabétisme que présente la Fondation sont troublantes. L'organisme estime que, actuellement, entre 468 000 et un million de Québécois sont analphabètes. Un nombre d'autant plus dérangeant qu'il touche une tranche d'âge que l'on croyait, en raison de l'éducation gratuite et accessible pour tous, à l'abri des difficultés liées à la lecture, soit les jeunes adultes.

«Trente pour cent des appelants sont des jeunes de 16 à 30 ans», confie Sophie Labrecque. Ces chiffres sont-ils représentatifs du pourcentage de personnes ayant des troubles de lecture et d'écriture? Difficile à affirmer. Toutefois, cela donne une idée des démarches entreprises par les jeunes afin de combler leur manque.

Les causes qui expliquent l'analphabétisme sont nombreuses et difficiles à déterminer. Il est impossible de désigner une raison unique pour expliquer et cerner le phénomène. Néanmoins, peut-on faire un lien entre la pauvreté et l'analphabétisme? «Oui. C'est vrai qu'il y a un lien», avoue la présidente. Il est même possible de percevoir cette relation sous une forme de cercle vicieux: l'analphabétisme entraîne la pauvreté et vice-versa.

À ce sujet, rappelons que la présidente de la Commission scolaire de Montréal, Diane de Courcy, annonçait le 18 août dernier, lors de son discours de la rentrée, que 36 % des 78 000 élèves de la formation générale de la CSDM vivent sous le seuil de la pauvreté. Des données qui expliquent en partie le taux de réussite déficient des élèves de la région de Montréal.

Par contre, la présidente de la Fondation fait une mise en garde: «Évidemment, il ne faut pas généraliser. Dans quelle mesure le lien entre la pauvreté et les difficultés de lecture existe-t-il? Je ne peux pas le dire exactement.»

Régine Pierre

L'échec de l'école moderne

Dénonciation de la méthode Whole Language

«L'analphabétisme est la preuve de l'échec de l'école moderne», affirme avec conviction Régine Pierre, professeure à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal.

«Au Québec, on n'a pas encore compris l'importance que revêt l'apprentissage de la lecture et de l'écriture pour le développement personnel pour le développement de la société. Il y a pourtant un lien direct entre la «littératie» et le développement d'une société et d'un État», soutient la spécialiste en didactique de la lecture.

La lecture se retrouve au carrefour de l'ensemble des apprentissages. Elle en est littéralement le pivot, selon la spécialiste: «Un enfant qui ne sait pas lire ne peut rien apprendre», précisant aussitôt que la réussite des matières proposées au primaire dépend des compétences de lecture des élèves, de ce qu'elle nomme «leur degré de littératie».

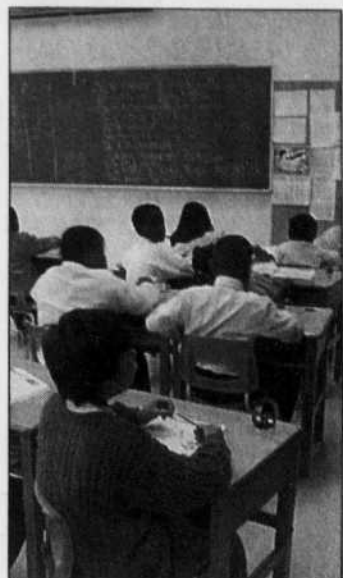
Ainsi, un enfant qui ne pourrait maîtriser la lecture dès la fin de sa première année du primaire risquerait de généraliser ses difficultés à l'ensemble des matières. L'onde de choc serait inévitable. Et la situation ne ferait que s'aggraver avec le temps. Mme Pierre spécifie que près de 80 % des élèves qui ne savent pas lire au terme de leur première année mettront plus de six ans à terminer leur primaire.

Les mots ne sont pas des images

À ce chapitre, le Québec tirerait toujours de l'arrière. Régine Pierre n'hésite pas à montrer du doigt les méthodes d'apprentissage de la lecture mises en œuvre dans la province comme étant la principale cause des difficultés rencontrées par les jeunes. Selon elle, celles-ci sont «fondées sur des chimères et des mythes de ce que fait ou devrait faire un lecteur». Il faudrait donc réviser entièrement ces méthodes afin de redonner aux jeunes les outils nécessaires au développement des compétences de lecture.

Depuis quelques décennies, le système d'éducation québécois privilégie la méthode Whole Language, une approche d'apprentissage élaborée dans les années 1960 et 1970 par le psycholinguiste américain Kenneth Goodman. Celle-ci stipule que les enfants perçoivent les mots de la même façon qu'ils perçoivent une image, soit de façon globale.

Mais le hic est le suivant, selon Mme Pierre: «Comme le démontrent de nombreuses études en psychologie, en linguistique et en neurobiologie, cette approche ne fonctionne pas. Le problème fondamental, c'est que le Whole Language



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
La réussite des matières proposées au primaire dépend des compétences de lecture des élèves.

suppose que l'enfant photographie et mémorise tout ce qu'il voit.»

Ainsi, souligne la spécialiste, pour être fonctionnel, un enfant devrait «photographier» dans sa mémoire près de 2000 mots dès la première année du primaire. Les bons lecteurs en bas âge en mémoriseraient près de 10 000. En secondaire 5, pour obtenir un vocabulaire de base, les adolescents devraient en avoir mémorisé près de 50 000. «Le cerveau humain ne fonctionne pas comme ça», conclut-elle.

D'ailleurs, la majorité des États qui avaient adopté cette approche d'apprentissage au cours des années 1970 et 1980 l'ont aujourd'hui délaissée. «Ce qu'il faut, c'est combattre les mythes qui entourent le Whole Language. En 30 ans, on a appris beaucoup de choses sur l'apprentissage de la lecture», maintient-elle.

Régine Pierre reste néanmoins optimiste en soutenant qu'il est possible de renverser la vapeur. «Le Québec est une sommité en littérature jeunesse. On a de bonnes maisons d'édition; on a le matériel disponible. Il n'y a donc pas de raison pour que la situation reste comme elle est», avance-t-elle en rappelant que 30 % à 40 % des jeunes ne se rendent toujours pas au bout de leur scolarisation obligatoire en possédant les compétences requises.

U. B.

Le triste sort d'un million de Québécois

Établie en 1965 par l'Unesco, la Journée internationale de l'alphabétisation, tenue le 8 septembre, démontre incontestablement une volonté certaine et résolue de l'ONU de combattre l'analphabétisme. Près de 40 ans plus tard, qu'en est-il? Mission accomplie? Portrait de l'analphabétisme, une réalité toujours bien vivante.

Entre 1994 et 1998, une vaste enquête — l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) — a été effectuée. L'objectif: établir des comparaisons valables au sujet des compétences de lecture. L'échantillon retenu comprenait des adultes âgés de 16 à 65 ans, répartis dans 22 pays et parlant 15 langues différentes. Le Canada faisait parti du lot.

Les chiffres qui en sont ressortis méritent notre attention. Au Québec, selon l'EIAA, environ un million de personnes dans la tranche d'âge étudiée éprouvent d'importantes difficultés de lecture et d'écriture. Il faut néanmoins avoir certaines réserves à l'égard des chiffres avancés car l'échantillon québécois était faible.

Par ailleurs, les chiffres les plus récents sur lesquels on puisse s'appuyer pour avoir une idée du degré d'analphabétisme au Québec et au Canada sont ceux portant sur la scolarité. Ceux-ci découlent du recensement canadien de 2001.

On y indique que le Québec compte environ 468 000 personnes âgées de 15 à 64 ans qui ont moins de neuf ans de scolarité. Le nombre augmente à 883 000 si on y inclut les personnes qui franchissent la barre des 65 ans. Toutefois, ces données peuvent uniquement être perçues comme un indicateur de l'analphabétisme et non comme une représentation exacte de la situation, car ils ne portent pas exclusivement sur le sujet.

Ces deux évaluations servent pour l'instance de repères pour des organisations comme la Fondation pour l'alphabétisation (FA). Même si les statistiques qui ressortent des études diffèrent, la FA arrive à la conclusion suivante: «On estime donc que de 468 000 à un million de Québécois pourraient bénéficier d'une formation de base. Au Canada, environ 22 % des adultes âgés de 16 ans et plus se classent au niveau le plus faible en matière de capacités de lecture.»

Quelques caractéristiques...

En s'appuyant sur la scolarité en tant qu'indicateur de l'analphabétisme, il est possible de relever certaines caractéristiques. Entre autres, le nombre de Canadiens âgés de plus de 65 ans n'ayant pas terminé leur primaire se situe à 40 %. Un rapide coup d'œil aux 26-35 ans nous informe que 4 % d'entre eux ne terminent pas leur primaire.

Malgré tout, contre toute attente, on retrouve un nombre considérable de jeunes faiblement alphabétisés. Selon l'EIAA, 11 % des jeunes de 16 à 25 ans éprouvent des difficultés importantes à lire des textes suivis.

De plus, une étude menée en 1992, et qui portait sur la même tranche d'âge, avait mis en perspective le fait que 85 % des jeunes arrivaient au secondaire avec un retard scolaire qui ne faisait, malheureusement, qu'augmenter.

Au Québec, environ le tiers des jeunes sortent du secondaire sans avoir obtenu leur diplôme, et près de 85 000 jeunes de 15 à 29 ans — dont les deux tiers environ sont des garçons — comptent moins de neuf années de scolarité. Cela représente un peu moins de 6 % de ce groupe d'âge.

Un autre facteur notable relatif à l'analphabétisme est la commu-

nauté linguistique à laquelle une personne appartient. Comme le note Régine Pierre, professeure au département des sciences de l'éducation à l'Université de Montréal, «au niveau international, le Canada se classe parmi les meilleurs à l'échelle globale car, entre les provinces, il y a d'énormes différences». Et cette différence se fait principalement sentir en fonction des groupes linguistiques qui composent les provinces.

Ainsi, le Québec compte davantage d'analphabètes que les provinces anglophones. «Les francophones ont un degré de littératie» — compétence à la lecture et à l'écriture — nettement inférieur à ceux des anglophones», précise-t-elle.

Les facteurs à considérer pour expliquer cette réalité proviennent essentiellement d'aspects linguistiques, culturels et religieux, ainsi que de l'immigration des populations au fil des siècles. L'histoire de la province permet d'observer que les populations immigrantes francophones viennent principalement de zones moins scolarisées.

L'EIAA corrobore l'écart entre les deux groupes linguistiques. Selon l'enquête, 13 % des anglophones canadiens sont classés au niveau 1 sur l'échelle des textes suivis, comparativement à 25 % pour les francophones.

U. B.

RAPPEL

Le nombre d'analphabètes dans le monde est actuellement estimé à 800 millions... Environ les deux-tiers sont des femmes.
<http://www.unesco.org/>

ENGAGEMENT

Les gouvernements de la planète se sont engagés à augmenter de 50% le taux mondial d'alphabétisation d'ici 2015.
<http://portal.unesco.org/education/fr>

ACTION

Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003 - 2012)
Chaque personne a le droit de contribuer à l'avancement de la société et d'aspirer à une meilleure qualité de vie.
www.unesco.org/education/10decade

Tenons nos promesses, travaillons ensemble à promouvoir l'éducation pour tous tout au long de la vie! www.unesco.ca



CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO
COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO
www.unesco.ca

L'Institut de coopération pour l'éducation des adultes salue les personnes et les organismes qui unissent leur voix et partagent leur vision pour souligner la Journée internationale de l'alphabétisation.

L'alphabétisation

est l'ABC d'une croissance personnelle et du développement d'une société éducative et démocratique.

icéa

Institut de coopération pour l'éducation des adultes

5225, rue Berri, bureau 300 Montréal (Québec) H2J 2S4

À l'éducation des adultes

Il y a tout un monde qui vous attend!

Mieux lire, mieux écrire et mieux compter. Oui! C'est possible!

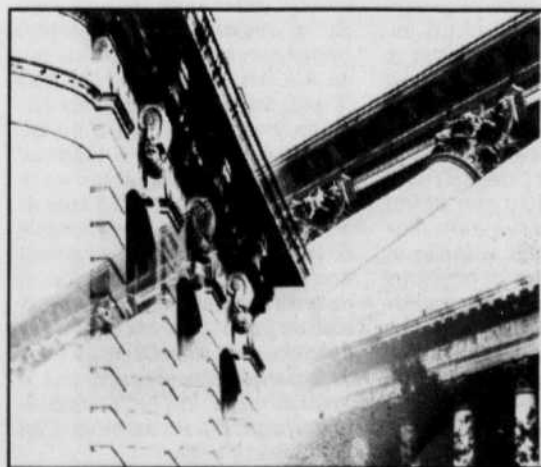
Cours d'alphabétisation offerts le jour ou le soir, à temps plein ou à temps partiel.

Il y a sûrement un centre près de chez vous.

Informez-vous :
(514) 350-8800



Commission scolaire de Montréal



Exposition

100 ans d'histoire à voir!

Jusqu'au 28 novembre 2004 - Entrée libre

Montréal

Bibliothèque centrale de Montréal

1210, rue Sherbrooke Est

Renseignements et heures d'ouverture : 514 872-5923

www.ville.montreal.qc.ca/biblio



• ALPHABÉTISATION •

INITIATIVES

Collège Frontière

Les bénévoles de la lecture

Mise à contribution des campus universitaires

En fondant le Collège Frontière en 1999, Alfred Fitzpatrick s'est donné pour mission d'«instruire tous les membres de la famille, quel que soit leur travail et peu importe où ils gagnent leur pain». En dépit des efforts acharnés de son organisation, près d'un Canadien sur quatre ne parvient pas à lire les grands titres des journaux.

JEAN-GUILAUME DUMONT

Au cours de son histoire séculaire, le Collège Frontière a développé un réseau pancanadien de bénévoles et de partenaires communautaires afin de proposer un soutien pédagogique à tous ceux qui en ont besoin. Chaque année, l'organisme vient en aide à plus de 56 000 personnes qui éprouvent des difficultés à lire, à écrire ou à parler l'une des deux langues officielles du Canada. Le combat pour l'alphabétisation est cependant loin d'être gagné.

Le Québec est l'une des provinces les plus touchées au pays. Près de un million de Québécois âgés de 16 ans et plus ont beaucoup de difficulté à lire et à écrire, selon l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, réalisée en 1994. Ce haut taux d'alphabétisme est généralement dû à un faible niveau de scolarisation. De plus, si les décrocheurs n'utilisent pas leurs capacités de lecture après avoir quitté l'école ou le collège, ils peuvent les perdre peu à peu.

Malgré le grand nombre de personnes en difficulté, cette population reste pratiquement invisible aux yeux des organismes qui veulent les aider. Seulement 2 % des gens ayant des lacunes dans leur formation de base entreprennent des démarches d'alphabétisation. «Ils sont donc assez durs à atteindre», admet la gestionnaire du Québec et des programmes francophones du Collège Frontière, Mélanie Valcin. Pour résoudre le problème, les différents programmes cherchent à aller à la rencontre des individus qui ont besoin de soutien, plutôt que d'attendre qu'ils en réclament.

Un enseignement adapté

Dès le début du siècle, le Collège Frontière a tenté de rendre l'instruction accessible à tous, même aux groupes les plus isolés. Pour y parvenir, l'organisme a d'abord initié un programme d'ouvriers et d'ouvrières enseignants sur les chantiers canadiens. Le jour, des étudiants universitaires partageaient le labeur de bûcherons, de mineurs ou de fermiers. Le soir, ils leur apprenaient à lire et à écrire.

Des ouvrières enseignantes, comme Josée Leblanc Deschênes, perpétuent encore cette tradition. Cette jeune étudiante de l'Université Laval a trîmé tout l'été dans une ferme ontarienne aux côtés de travailleurs migrants d'Amérique lati-



Près d'un Canadien sur quatre ne parvient pas à lire les grands titres des journaux.

ne. Après des journées harassantes aux champs, elle trouvait néanmoins la force de leur apprendre l'anglais. «Je n'ai pas d'argent. Je ne peux rien donner, à l'exception de mon temps et de mon énergie, explique-t-elle d'une voix épuisée, le jour de son retour. Je n'échangerais pas cette expérience contre une bonne «job» bien payée, parce que ça vaut énormément plus.»

Aujourd'hui, le Collège Frontière a grandement diversifié ses programmes. Il offre des tutorats en groupe ou individuels à des enfants, des adolescents et des adultes. En Ontario, l'organisme œuvre en milieu carcéral dans la région de Kingston, qui compte 12 centres de détention fédéraux. À Toronto, le projet Beat the Street aide les jeunes de la rue, les sans-abri, les ex-psychiatisés, les toxicomanes ainsi que les jeunes de moins de 16 ans vivant dans des centres de détention ou des maisons de jeunes. En plus des cours d'alphabétisation, des bénévoles enseignent le français ou l'anglais langue seconde à des immigrants et à des Canadiens, afin de faciliter leur intégration.

Quel que soit le programme, c'est l'apprenant qui décide du contenu et des moyens de son instruction. Les bénévoles doivent s'y adapter et les soutenir dans leur démarche. La coordonnatrice régionale, Kim Dupré, raconte sa première expérience en tant que tutrice: «Je m'attendais à rencontrer la personne et à corriger ses fautes dans des phrases. Mais j'ai vraiment eu un choc: elle ne savait pas du tout son alphabet en français.»

Un réseau bien établi

Tous les programmes de tutorat nécessitent un nombre important de personnel qualifié. L'année dernière, plus de 5000 Canadiens ont travaillé pour le Collège Frontière. Généralement, l'organisme recrute les bénévoles dans 40 universités à travers le pays. Au Québec, 80 % des volontaires sont des étudiants des campus de Montréal, Québec, Sherbrooke, Lennoxville, Moncton ou Hull.

Chaque campus universitaire

compte un comité organisateur qui planifie et vérifie le bon déroulement du jumelage du tuteur avec l'apprenant, dans le cadre du programme d'étudiantes et d'étudiants alphabétiseurs. Les bénévoles participants sont minutieusement sélectionnés, puis formés, selon les exigences du Collège Frontière.

Le réseau de l'organisme d'alphabétisation s'étend aussi à plus de 300 groupes communautaires. Cette collaboration permet de compléter certains programmes. À défaut, par exemple, d'un projet Beat the Street pour Montréal, «nous pouvons rejoindre une population qui est sans abri grâce à nos partenaires», affirme Mélanie Valcin.

Le Collège Frontière bénéficie également d'importantes subventions gouvernementales et de nombreux dons provenant de fondations, d'entreprises et de particuliers. Jusqu'à maintenant, leur campagne de financement «À la hauteur de vos attentes» cumule plus de 2,7 millions de dollars de contributions annoncées. De plus, le milieu de l'édition a donné l'an dernier quelque 14 000 livres neufs qui ont été distribués à des enfants dans le besoin.

Une transition vers la prévention

Avec de nouveaux programmes d'aide au devoir et des cercles de lecture, l'organisme a amorcé une transition vers des opérations de prévention visant les jeunes. «Nous travaillons de plus en plus avec des enfants qui résident dans des quartiers défavorisés, parce qu'ils ont besoin d'un soutien pour ne pas qu'ils décrochent au secondaire», explique Mélanie Valcin.

Afin de stimuler le plus tôt possible l'intérêt des jeunes pour les livres, 28 tentes de lecture ont été montées cet été à Montréal lors de différents événements extérieurs pour la famille. Les enfants y viennent spontanément pour lire et se faire raconter des histoires par les bénévoles. Mélanie Valcin espère ainsi leur faire «découvrir le plaisir de lire pour qu'ils voient la lecture comme quelque chose d'agréable et non comme un fardeau».

Immigration

Être analphabète en terre étrangère

Il faut trois ans pour obtenir des connaissances de base en français

Exclusion. C'est une rue sans nom dans une ville inconnue. Toutes les indications y sont écrites en hiéroglyphes indéchiffrables. Quant aux passants, on ne sait pas comment les aborder. Le nez pointé sur le bout de leurs chaussures, ils semblent inaccessibles. Et lorsque enfin on trouve la force d'en arrêter un, on voit ses lèvres bouger pour émettre des sons incompréhensibles. À propos de l'alphabétisation des nouveaux arrivants.

MARTIN KOUCHNER

Maria, couturière d'origine salvadorienne, a débarqué à Montréal en 1987 sans avoir jamais entendu un mot de français. Elle ne savait alors ni lire, ni écrire, et à son arrivée, l'isolement fut total. Impossible de s'aventurer seule dans les rues. Sa fille, qui parle anglais, devait l'accompagner partout, sans quoi elle ne quittait pas la maison familiale et son environnement hispanophone.

Lorsqu'on est analphabète en terre étrangère, les gestes les plus simples demandent d'importants efforts. Prendre les transports en commun, par exemple... Une jeune immigrante qui avait des difficultés de lecture s'est ainsi retrouvée à chercher l'accès au métro dans les rayonnages de l'épicerie homonyme. Un autre a attendu longuement sur le quai que passe la bonne rame. On lui avait conseillé de prendre la ligne orange, mais tous les trains qui circulaient étaient bleus...

Si ces légères confusions ne portent pas à conséquence — en dehors tout de même d'une estime de soi quelque peu écornée —, d'autres peuvent engendrer des drames. Ainsi, ce jeune couple d'origine turque qui a failli perdre sa petite fille. Celle-ci souffrait d'un grave problème cardiaque et le médecin leur avait recommandé des visites hebdomadaires. Ils n'ont pas compris ce qu'on leur a dit. Ils n'ont pas su déchiffrer les papiers qui leur ont été remis. Ils n'y sont jamais retournés. Peu de temps après, la petite a dû subir une intervention chirurgicale d'urgence. Dans ce cas, le pire a été évité de justesse grâce à la vigilance de l'encadrement social.

Difficile, voire impossible de travailler, de sortir, de rencontrer des gens. Sans capacité de lecture, avec des difficultés énormes pour apprendre la langue, dans un pays qui leur est inconnu, les immigrants analphabètes souffrent de leur isolement.

Forte demande

Les statistiques évaluent à 600 000 le nombre d'analphabètes dans la population totale du Québec. On sait aussi que les personnes nées à l'étranger seraient environ 700 000 (en 2001, selon Statistique Canada) sur notre territoire. Entre ces deux chiffres, c'est le trou noir. Personne ne sait combien parmi ces arrivants — nouveaux ou anciens — ont des difficultés à lire et à écrire. Les immigrants traditionnels sont sélectionnés en fonction de leur niveau d'éducation; c'est donc plutôt du côté des réfugiés politiques que, parfois, les problèmes se posent. «Mais il est très difficile de rejoindre cette population et donc de la quantifier», dit Lucille Hébert, coordinatrice de formation au Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes (CRECA). Seul indice sur l'ampleur du problème: les centres d'aide spécialisés ne désespèrent pas.

Au Centre de recherche-action éducatives et sociales multiculturel de Montréal (CRAES), situé dans le quartier Saint-Michel de la métropole, les deux sessions journalières d'alphabétisation trou-

vent toujours preneurs. «Nous tournons à plein toute l'année», dit Paul-Alexis François, le directeur des lieux. À raison de 40 personnes le matin et 40 le soir, les cours touchent les nationalités les plus variées: Algériens, Haïtiens, Vietnamiens, Cambodgiens, Salvadoriens, etc. Ils viennent de tous les continents dans ces locaux financés par des subventions publiques et par des dons.

Comme c'est souvent le cas pour les analphabètes, c'est un mari, des enfants ou des proches qui font les premières démarches. Complètement perdues, les victimes de ces situations n'appellent pas à l'aide sans qu'on les pousse un peu.

Lorsqu'elles acceptent de venir, c'est en premier lieu pour connaître les rudiments de l'écriture afin de pouvoir signer les formulaires de l'aide sociale ou juridique, des papiers d'immigration, encaisser des chèques, etc. C'est parfois aussi une demande expresse de l'employeur.

Dans certains pays du Tiers-Monde, en Haïti par exemple, la tradition orale reste bien plus développée que chez nous. Là-bas, on peut s'en tirer sans lire ni écrire. «Mais au Québec, tout passe par l'écrit», dit Paul-Alexis François.

Patience et méthode

Pour enseigner à ces allophones d'un genre particulier, la patience et la méthode sont indispensables. «Certains n'ont jamais tenu un crayon entre leurs doigts», dit Paul-Alexis François. Les artistes, ceux qui pratiquaient un travail manuel, sont les plus doués pour apprendre. Il faut alors employer des trésors d'ingéniosité et multiplier les références visuelles: vidéos, diapositives, croquis viennent à la rescousse des professeurs — des employés et des bénévoles.

«Notre travail doit aussi faciliter l'intégration, expliquer les rudiments du fonctionnement d'une société nord-américaine», dit Paul-Alexis François. L'enseignement se fait donc dans le contexte québécois avec des thématiques bien ciblées: la Journée internationale de la femme ou Halloween, par exemple. On cherche à leur inculquer les notions de langage courant pour que, le plus vite possible, ils comprennent leur voisin, l'épicier, les professeurs de leurs enfants, etc.

En théorie, il faudrait environ une année pleine pour arriver à inculquer le minimum acceptable à ces élèves. Dans les faits, les choses sont plus complexes: l'absentéisme important rend le travail encore plus ardu. Au final, il faut environ trois ans pour obtenir des connaissances de base en français.

Les adultes doivent travailler, garder les enfants, bref, ils ont des obligations auxquelles ils ne peuvent pas se soustraire et qui prolongent d'autant leurs études. «Nous tâchons de comprendre les raisons de leur retard ou de leur absence et nous trouvons toujours des arrangements. Personne ne se fait exclure pour cela», dit Paul-Alexis François. La gestion du CRAES, si elle répond aux exigences des programmes du ministère de l'Éducation, demeure familiale. «On y pratique une approche collective et individualisée», explique M. François. Il y a là une cuisine commune, une salle de jeu pour les enfants et des activités, repas, visites, etc., y sont souvent organisés. En plus d'y apprendre à lire et à écrire en français, on y rompt un peu l'exclusion.

Reste que l'on n'obtient pas de résultats magiques: on doit reprendre les explications d'une année à l'autre pour 25 % des élèves au moins. La progression est parfois lente. «Souvent les gens ont de véritables difficultés d'apprentissage. Ce ne sont pas uniquement des gens qui n'ont pas reçu d'éducation», analyse Lucille Hébert, coordinatrice de formation au CRECA. Autant dire que, dans ces conditions, l'eldorado auquel certains rêvent leur paraît bien loin...

Milieu syndical

La formation de base continue de rebuter les employeurs

«D'ici deux à trois ans, il n'y aura plus de fonds suffisants pour financer des projets d'alphabétisation»

Des employés de différents secteurs d'activité sont confrontés à une même difficulté professionnelle désignée sous diverses appellations en milieu de travail: l'alphabétisation, la francisation, les compétences et la formation de base. Ils font face à un manque de connaissances dans les champs de la lecture, de l'écriture, du calcul et de la résolution de problème.

RÉGINALD HARVEY

Employeurs, syndicats, ressources éducatives et gouvernementales collaborent dans l'élaboration de programmes et le déroulement de la formation destinée à ces clientèles vulnérables. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) met l'épaulé à la roue et poursuit bon nombre de projets, dans ce sens-là, depuis plusieurs années. Conseillère syndicale et responsable du dossier de la formation auprès de cette centrale, Louise Miller considère qu'une difficulté majeure persiste dans l'implantation de tels programmes: «D'un point de vue syndical, le défi, c'est de convaincre l'employeur qu'il y a un besoin au niveau des travailleurs et que celui-ci fait face à une responsabilité dans la formation de ces derniers, à savoir qu'il doit collaborer à la mise en place des apprentissages.»

Des obstacles majeurs

Cette situation perdure en dépit des efforts consentis par le réseau pédagogique: «Il y a très très peu d'intérêt de leur part à l'égard des programmes d'alphabétisation, sauf

dans les milieux où l'on vit un contexte de changement technique, technologique ou dans l'organisation du travail. On constate à ce moment-là que la présence des travailleurs, qui sont moins ou peu scolarisés, sera un frein à la mise en place des programmes de formation plus avancés pour prendre ce virage. Dans ces conditions, il y a davantage d'ouverture des employeurs. Autrement, c'est très difficile de les convaincre et nous en sommes malheureusement encore là aujourd'hui.»

À cette embûche de départ s'ajoute la récente position gouvernementale selon laquelle on a décidé de soustraire la petite entreprise à la loi du 1 % sur la formation de la main-d'œuvre. Mme Miller le déplore: «On comptait sur celle-ci pour dire à l'employeur: "Écoutez, vous avez l'obligation d'investir dans ce domaine".» En complémentarité, il existait un fonds national de formation des employés constitué des sommes qui n'avaient pas été dépensées par les entreprises; prioritairement, ces montants devaient être consacrés aux projets de formation de base et devaient servir au financement de telles activités:

«On nous prive de ce moyen pour aller chercher des subventions en dégageant les petites entreprises de cette responsabilité. Ce n'est pas encore le cas cette année, mais d'ici deux à trois ans, il est évident qu'il n'y aura plus de fonds suffisants pour financer des projets d'alphabétisation.» Une telle approche politique risque de faire mal à moyen terme.

Des ressources suffisantes et compétentes

La conseillère ne remet nullement en question le nombre et la valeur des moyens disponibles qui existent pour transmettre la formation: «En matière de formateurs, il y a d'abord tout le réseau du service public d'éducation qui offre des activités d'alphabétisation et de formation de base. Il existe aussi tout le regroupement des mouvements communautaires qui sont à l'œuvre sur le plan de l'alphabétisation et de la francisation. Je dirais donc que la problématique n'est pas tellement au niveau des institutions, car celles-ci répondent très bien au monde du travail.»

Il est facile de faire appel aux ressources en place: «On parle de formation sur mesure. Quand on veut la dispenser dans un milieu de travail, le formateur de la commission scolaire ou du groupe populaire intervient avec les gens à l'interne, soit en compagnie des employeurs et des représentants syndicaux; ensemble, ils utilisent des outils propres à l'environnement de travail.» Ces res-



Louise Miller, conseillère syndicale à la FTQ.

sources adaptent très bien leurs informations pour les modeler au terrain d'un endroit à l'autre. Ce sont davantage les volontés politiques qui contrecarrent l'aboutissement des dossiers.

La FTQ contre-attaque

La FTQ recrute des membres dans l'ensemble des champs d'activité économiques. En se basant sur cette réalité, Louise Miller désigne les secteurs moins concernés par les problèmes de connaissances de base: «Ça existe beaucoup du côté des travailleurs du vêtement et du textile. Dans le domaine des services, de

nombreux besoins se manifestent dans des secteurs comme l'entretien ménager; on retrouve aussi une forte demande dans le commerce de gros et de détail, notamment chez les employés des entrepôts. C'est moins accentué à présent du côté du manufacturier mais, de façon générale, ça existe encore.»

Il est évident que le vieillissement de la population tend à atténuer les problèmes d'alphabétisation. Les travailleurs les plus âgés étaient particulièrement touchés à certains endroits. Actuellement, les nombreux départs à la retraite, combinés avec le rehaussement des exigences des employeurs sur le plan de l'embauche depuis les années 1990, tendent à faire disparaître le problème de lui-même.

Du côté de la connaissance de la langue chez les travailleurs immigrants, Mme Miller analyse la situation: «En ce qui concerne la francisation, c'est devenu moins problématique que ça l'était à l'époque. On avait une immigration en provenance principalement de pays pauvres où les gens étaient souvent analphabètes dans leur langue maternelle. On a de plus en plus d'immigration de personnes plus favorisées économiquement et qui sont davantage scolarisées. L'apprentissage d'une langue seconde est beaucoup plus rapide quand on possède déjà un diplôme universitaire ou technique dans sa propre langue.»

Actions directes

La centrale n'en poursuit pas moins ses interventions. Louise Miller fait le point: «On a continué à faire évoluer la formation dans le domaine du vêtement et du textile, particulièrement en privilégiant la clientèle des femmes immigrantes dans tout le secteur de l'entretien ménager. Il y a eu une offre de service de formation développée par le syndicat en matière de francisation.» Il s'agit là d'une reprise des activités entreprises dans les années 1990 en raison de l'importance de la demande.

Un des grands syndicats de la FTQ, celui des Communications, de l'Énergie et du Papier, a adopté en congrès des décisions conduisant à une implication beaucoup plus large dans le dossier de l'alphabétisation et de la formation de base. «Celui-ci a commencé à négocier et à mettre en place des programmes en milieu de travail ou syndical. C'est nouveau du côté de la clientèle francophone où on avait peu d'activités dans les milieux de travail. Dans ce syndicat-là, il y a réellement un développement très net et il y a de belles expériences qui sont en train de se multiplier», relate la responsable de la formation, tout en fournissant une dernière précision: «Ceux-ci couvrent de nombreux milieux de travail; on parle d'une centaine. Leur approche a été intéressante au cours de la dernière année parce que, à partir de un ou deux petits projets, ils commencent à faire des petits. C'est l'effet boule de neige.»

• ALPHABÉTISATION •

QUÉBEC

Beaucoup reste à faire

« Une culture de formation continue en entreprise est une solution au problème »

On le déplore régulièrement, il y a encore trop de personnes au Québec qui éprouvent des difficultés avec les rudiments de l'écriture et de la lecture. Mais il semble qu'une lumière pointe au bout du tunnel. Présentation des actions gouvernementales en alphabétisation.

PIERRE VALLÉE

Depuis quelques années, le nombre de personnes inscrites dans des cours d'alphabétisation ne cesse d'augmenter. Selon le dernier Rapport provincial sur l'alphabétisation du ministère de l'Éducation, en 2002-2003, on dénombrait 13 877 personnes inscrites dans des cours d'alphabétisation dans l'ensemble des commissions scolaires du Québec. « On en comptait seulement 8000 en 2000 », précise Alain Mercier, responsable de la Direction de la formation générale des adultes. Du côté des groupes populaires en alphabétisation, même si les données sont imprécises, on estime les effectifs à environ 8000, ce qui les aurait fait doubler en quatre ans.

Selon M. Mercier, le responsable de ce revirement est l'adoption en 2002 par le gouvernement de la Politique d'éducation des adultes et de formation continue. « C'est selon moi le premier levier. Cette politique consacre un chapitre à l'alphabétisation et a permis de mettre en place des mesures plus appropriées. »

TREAQ, PACTE et IFPCA

Il existe présentement trois programmes de financement des services en alphabétisation. Le premier s'adresse aux commissions scolaires et il est compris dans le budget alloué à ces dernières dans le cadre de la formation générale des adultes. Ce sont donc les commissions scolaires qui choisissent les actions à prendre et les sommes à investir en matière d'alphabétisation.

« Cela varie donc d'une commission scolaire à une autre, explique Jean-Yves Desjardins de la Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation pro-

fessionnelle des commissions scolaires du Québec, la TREAQ. Certaines commissions scolaires ont des besoins plus élevés en alphabétisation. Pour d'autres, les besoins se situent davantage du côté de la formation générale des adultes. C'est aux commissions scolaires d'établir leurs priorités. »

« Les gens ont souvent peur d'être étiquetés comme des analphabètes et ils ont de nombreux trucs pour contourner le problème »

Malgré les disparités possibles, bon an mal an, les commissions scolaires, selon Alain Mercier, investissent ensemble environ 20 millions de dollars dans les services d'alphabétisation. Cette façon de fonctionner a aussi ses avantages, croit Jean-Yves Desjardins : « Cela accorde plus de souplesse aux commissions scolaires. Le fait de passer des cours assis sur un banc avec un professeur en avant ne convient pas à tout le monde. Cela nous permet de diversifier l'offre de services afin de mieux répondre aux besoins de clientèles spécifiques. »

Le deuxième programme de financement est le PACTE (Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation) et il s'adresse aux groupes populaires et communautaires en alphabétisation. « Les groupes qui reçoivent du financement du PACTE sont accrédités auprès du ministère, précise Alain Mercier, et ils ont des normes à respecter. » On compte environ 130 groupes communautaires qui participent à ce programme doté d'un budget d'environ 10 millions de dollars.

Le troisième programme est un programme à frais partagés entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Il s'agit des Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation (IFPCA) et le volet québécois est doté d'un budget annuel d'environ quatre millions de dollars. « C'est un pro-



C'est dans les milieux de travail que l'on rencontre encore le plus de résistance au sujet de l'alphabétisation.

gramme qui ne s'adresse pas directement aux cours d'alphabétisation mais plutôt à ce qui les entoure : par exemple, la recherche dans le domaine, la formation des enseignants et la production de matériel didactique. » Les projets sont présentés au ministère et évalués cas par cas.

Éveil et Famille

Le ministère de l'Éducation a aussi mis en place deux programmes de prévention de l'analphabétisation. Le premier se nomme Éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés et vise les enfants d'âge préscolaire. Lancé en 1999 en colla-

boration avec le ministère de la Culture et des Communications, du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, le programme a été reconduit en 2002-2003.

Ce programme vise à outiller les parents et les grands-parents de façon à susciter le goût de la lecture chez les enfants. « Nous incluons dans le processus les grands-parents parce nous croyons qu'il faut élargir le programme à la grande famille. »

Le second programme, plus récent, s'appelle le Programme famille, école, communauté. Il vise les enfants de 6 à 12 ans et, outre

les partenaires ci-dessus mentionnés, il peut compter sur l'appui du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration ainsi que du Conseil de la famille et de l'enfance. Ce programme vise à mobiliser tous les intervenants d'une communauté afin de favoriser la réussite scolaire d'élèves du primaire provenant d'un milieu défavorisé.

Difficultés à aplanir

Malgré les progrès, qui sont manifestes, il reste encore beaucoup à faire en matière d'alphabétisation au Québec. Une difficulté persistante est le dépistage et l'orientation vers les res-

sources appropriées des personnes qui ont besoin d'aide en alphabétisation. « Ceux qui viennent spontanément viennent, avance Jean-Yves Desjardins; c'est envers les autres qu'on a une démarche à faire. »

Il y a bien sûr les campagnes de sensibilisation, tant nationales que locales, qui peuvent inciter les gens à faire le pas. De plus, le ministère finance le service Info-Alpha, qui est administré par la Fondation de l'alphabétisation et permet aux personnes de mieux se renseigner sur le sujet. Mais selon Alain Mercier, ce qu'il faut surtout, c'est un meilleur arrimage entre les divers intervenants tels les CLE (Centre local d'emploi), Emploi-Québec, les groupes populaires et les commissions scolaires. Même son de cloche chez Jean-Yves Desjardins. « Il faut se parler, se donner un langage commun si l'on veut régler le problème. »

Un meilleur arrimage pourrait permettre, selon Alain Mercier, « à un agent d'Emploi-Québec de référer au préalable un demandeur de formation vers un service d'aide en alphabétisation s'il juge que l'individu éprouve des difficultés avec la lecture et l'écriture ». La même démarche pourrait être entreprise avec un demandeur d'aide sociale.

Le milieu des entreprises est aussi un milieu difficile à approcher. « C'est pourtant sur le marché du travail que l'on trouve le plus important bassin d'analphabètes au Québec », affirme Jean-Yves Desjardins. Et c'est aussi dans ce milieu que l'on rencontre encore le plus de résistance au sujet de l'alphabétisation. « Les gens ont souvent peur d'être étiquetés comme des analphabètes et ils ont de nombreux trucs pour contourner le problème. »

Selon Jean-Yves Desjardins, cette résistance s'explique par le fait que nous n'avons pas développé au Québec une véritable culture de formation continue. « Si la formation continue faisait partie de notre mentalité, les gens seraient habitués à retourner se former tout au long d'une vie. Les personnes en alphabétisation seraient alors moins marginalisées. Je crois qu'une culture de formation continue en entreprise est une des solutions au problème d'alphabétisation au Québec. »

CANADA

Médecine pour tous

Contrer « la difficulté à transiger avec le système de santé »

Du 17 au 19 octobre prochain se tiendra à Ottawa la 2^e Conférence canadienne sur l'alphabétisation et la santé. Organisée par l'Association canadienne de santé publique, cette conférence rassemblera un éventail d'intervenants qui discuteront des obstacles rencontrés par les personnes faiblement alphabétisées lorsqu'elles ont rendez-vous avec un médecin.

CLAUDE LAFLEUR

Les organisateurs de la conférence canadienne consacrée à l'alphabétisation et à la santé affirment que « les Canadiens faiblement alphabétisés sont plus susceptibles d'être en mauvaise santé que ceux dont les niveaux de "littératie" sont élevés. Ils sont plus susceptibles de vivre avec des maladies chroniques comme le diabète, les maladies cardiaques ou le cancer, et sont également plus susceptibles de mourir prématurément... Nous voulons donc abolir les obstacles à la santé dressés par des niveaux d'alphabétisation insuffisants ».

Analphabétisme et santé publique

« Le lien qui existe entre analphabétisme et santé est que non seulement une personne faiblement alphabétisée risque davantage d'éprouver des problèmes de santé, mais elle a surtout plus de chances d'avoir de la difficulté à transiger avec le système de santé », avance Luce Lapierre, directrice générale de la Fédération canadienne de l'alphabétisation en français (FCAF). Elle indique ainsi que, d'après les données dont on dispose, les personnes faiblement alphabétisées utilisent plus souvent le système de santé justement pour des raisons liées à leur analphabétisme.

Concrètement, Mme Lapierre fait ressortir que le simple fait d'éprouver des difficultés à lire peut entraîner divers problèmes de santé. Par exemple, imaginez un parent qui, au moment de donner un médicament à son enfant, ne parvient pas à lire la posologie et ne se rappelle plus les instructions données par le médecin, le pharmacien ou l'infirmière. Imagi-

nez aussi le cas d'une personne qui ne peut se préparer correctement pour un examen médical, par exemple, en ne cessant pas de s'alimenter tel que prescrit. « Cette personne peut donc devoir revenir deux ou trois fois à l'hôpital avant de pouvoir enfin passer son examen en ayant rempli toutes les conditions requises », rapporte Mme Lapierre.

Or, il ne s'agit pas là d'anecdotes, mais bien d'exemples réels qui se produisent beaucoup plus fréquemment qu'on l'imagine. En effet, d'après la grande enquête menée par Statistique Canada en 1994, 25 % des francophones du Canada âgés de 16 ans et plus éprouvent de sérieuses difficultés avec la lecture. Par exemple, ces personnes parviennent difficilement à lire l'étiquette d'un contenant de médicaments et à discerner la quantité requise et la fréquence à laquelle prendre le produit en question!

Comprendre l'information au quotidien

Luce Lapierre dirige la Fédération canadienne pour l'alphabéti-

sation en français, le regroupement des 12 organismes provinciaux et territoriaux qui rassemblent les intervenants auprès des adultes faiblement alphabétisés. La FCAF s'intéresse à plusieurs volets de la question, de la prévention de l'analphabétisme jusqu'au maintien des capacités de lecture et d'écriture en passant par la formation des adultes.

La Fédération prend une part active dans l'organisation de la 2^e Conférence canadienne sur l'alphabétisation et la santé, car il s'agit non seulement de sensibiliser les intervenants en santé, mais surtout de faire valoir des pratiques exemplaires déjà implantées dans le milieu. « À la Fédération, souligne la directrice, on travaille beaucoup sur la notion de communication claire parce qu'on se dit qu'il y a une bonne partie de la population qui fonctionne relativement bien dans la société mais qui, dans certaines situations, ne parvient pas à comprendre ce qu'on lui dit. »

C'est ainsi que, depuis une décennie, on est passé du concept d'alphabétisation à celui d'alphabétisme, c'est-à-dire l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information contenue dans un texte, plutôt que la simple capacité de lire, d'écrire et de calculer. « L'alphabétisme, c'est l'utilisation qu'on fait de l'écrit dans toutes les sphères de la société », précise Mme Lapierre,

alors que l'alphabétisation concerne l'apprentissage du code écrit. Il ne s'agit pas là d'un simple changement de mot mais bien d'un regard différent posé sur la problématique de l'analphabétisation. »

Sensibiliser les intervenants

Ainsi, pour solutionner l'analphabétisme, il ne s'agit pas tout bonnement de faire apprendre la lecture aux adultes faiblement alphabétisés, mais bien de sensibiliser tous les intervenants qui les entourent. « Concrètement, explique Mme Lapierre, il y a dix ans, on nous aurait dit: "Montrez-leur à lire et à écrire et ils n'auront pas besoin que les médecins leur expliquent des choses!" Toutefois, dans la pratique, nous observons qu'il y a certaines tranches de la

population qui, peu importe leur apprentissage, n'auront jamais accès à tous les types d'information que peut livrer un médecin. Il y a donc nécessairement une responsabilité qui doit être partagée par l'ensemble des intervenants et, à cette fin, on interpelle [sic] le système de la santé. »

Souvent, pour aider les personnes faiblement alphabétisées, il s'agit d'appliquer envers elles de petites attentions, indique Mme Lapierre. « Ainsi, quand un intervenant explique à un patient la manière de prendre un médicament, il faut peut-être qu'il lui donne de petits trucs, dit-elle. Ou quand on explique à un parent de quoi son enfant souffre, il faut être capable de le lui dire dans des mots qui ne le mettront pas dans un état de panique. Et on ne s'attend pas à

ce qu'une infirmière donne des cours à un apprenant, mais plutôt à ce qu'elle guide cette personne et qu'elle vérifie auprès d'elle sa compréhension. Elle doit aussi être très précise dans ses indications. Un médecin peut aussi prescrire un médicament plus facile d'emploi... »

Autant l'Association canadienne de santé publique que la Fédération ont pour but d'amener le secteur de la santé à être plus sensible aux besoins des personnes faiblement alphabétisées. « Par des moyens simples, vous savez, on peut répondre aux besoins de ces personnes », insiste Luce Lapierre. Il s'agit parfois de prendre juste un peu plus de temps, de regarder la personne dans les yeux, de vérifier son niveau de stress lorsqu'elle se trouve devant un médecin ou un professionnel de la santé, etc. »

Fédération autonome du collégial

Une même passion



ENSEIGNER

Chapeau bas !

à celles et ceux qui relèvent le défi de

l'alphabétisation

www.lafac.qc.ca

ALPHABÉTISATION INTERVENTIONS

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS

• ALPHABÉTISATION •

La Boîte à lettres de Longueuil

Nouvelles pratiques d'intervention en alphabétisation

«L'être humain passe avant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture»

Au royaume des groupes populaires en alphabétisation, la Boîte à lettres est reine... de l'innovation. En plus d'être le seul organisme du genre au Québec à prendre en charge les 16 à 25 ans, la BAL propose rien de moins qu'un renouvellement des pratiques d'intervention en alphabétisation, basé sur cinq années de recherche. Rencontre avec deux intervenantes à l'origine de cet ambitieux projet.

MYLÈNE TREMBLAY

De la constatation à l'action

Chaque année, depuis 20 ans, la Boîte à lettres de Longueuil reçoit des dizaines de jeunes sous-scolarisés et défavorisés dits analphabètes, pour qui la lecture et l'écriture représentent un défi au quotidien. Des jeunes qui, en grande majorité, proviennent des classes spéciales et ont passé près de dix ans sur les bancs d'école. «Très peu de nos jeunes ont décroché du système scolaire. C'est le système scolaire qui les a lâchés parce qu'il n'avait plus rien à leur offrir», expose d'emblée Suzanne Daneau, formatrice à la BAL. La remarque, lourde de sens, tombe comme une massue sur le milieu de l'éducation. Au banc des accusés: cette «voie de garage» que sont les classes spéciales, abolies par la mise en place de la réforme scolaire au Québec en 2000.

Selon les chiffres de l'organisme, environ 15 000 jeunes sortent de l'école bon an mal an avec d'importantes lacunes en lecture et en écriture. De ce nombre, une poignée d'analphabètes de 16 à 25 ans de la rive sud de Montréal échouent à la BAL, qui les accueille dans le but de transformer leur vision de la lecture et de l'écriture et d'en faire des citoyens à part entière. Car telle est, pour les intervenantes de la BAL, la véritable finalité de l'apprentissage de l'écrit: aider les jeunes à prendre leur place dans la société par le biais de l'autonomie et du bonheur.

«L'être humain passe avant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture», déclare Martine Dupont, responsable en recherche et formation. Depuis qu'elles se sont livrées à l'exercice périlleux d'une remise en question de leurs pratiques d'intervention en alphabétisation, Martine Dupont, Suzanne Daneau et leurs collègues de la BAL ont acquis la ferme conviction que l'appropriation de l'écrit, bien qu'elle s'avère un outil indispensable à l'émancipation, ne doit pas se faire au détriment de la personne. «Les jeunes avec qui on travaille — des filles enceintes, des gars qui mangent une fois aux trois jours... — doivent être dans un contexte d'apprentissage favorable. On ne doit pas commencer avec le code grammatical. Ils doivent d'abord avoir une représentation positive d'eux-mêmes, puis de la lecture et de l'écriture, pour que le déclic se fasse», disent-elles à tour de rôle.

Avant d'en arriver à cet état de conscientisation, les intervenantes ont fait beaucoup de travail... sur elles-mêmes! «Dès ses débuts [en 1983], la BAL a voulu être un lieu différent de l'école avec ses petites classes et son esprit alternatif. Mais pendant les dix premières années de son existence, le groupe communautaire a reproduit le modèle du système scolaire en ce qui concerne l'apprentissage, rappellent Suzanne Daneau et Martine Dupont, toutes

deux en poste depuis 13 ans. Malgré toute la bonne volonté du monde, les formatrices transmettaient la représentation du système scolaire régulier dont elles étaient issues.»

Petit à petit, un constat d'échec sur le plan de l'apprentissage a commencé à s'imposer. Le transfert des connaissances dans la société ne parvenait tout simplement pas à s'effectuer. Pendant les cinq années suivantes, les intervenantes ont visité d'autres groupes populaires en alphabétisation, ont pris le pouls de ce qui se faisait ailleurs et ont mis sur pied différents projets — radio, journal, créativité, littérature... «On sentait qu'on était sur la bonne voie mais le constat demeurait le même: il y avait des acquis sur le plan personnel mais un blocage au niveau de la lecture et de l'écriture», raconte Martine Dupont.

L'approche autobiographique

C'est à ce moment, en 1996, que le groupe de la BAL décide d'entreprendre une recherche «terrain» sur l'appropriation de la lecture et de l'écriture (ALE). Une demande d'accompagnement est déposée aux services aux collectivités de l'UQAM, qui sollicitent des professeurs pour le projet. Après un minutieux processus de sélection par les intervenantes — une pratique révolutionnaire en soi —, le choix s'arrête sur Danielle Desmarais. «Je me suis intéressée à la démarche car j'avais déjà une expertise en formation des adultes avec l'approche autobiographique», relate la professeure-chercheuse à l'École de travail social. Je savais, par expérience, que l'écriture de son récit de vie était porteuse d'un potentiel de réflexion et de transformation personnelle très fort.»

Danielle Desmarais propose un double défi au groupe de la BAL: amener les intervenantes à écrire



SOURCE BAL

À la BAL, ce sont les jeunes qui aménagent eux-mêmes leur horaire en fonction de leur disponibilité et de leur goût d'apprendre.

l'histoire de leur vie en lien avec l'écriture et la lecture, puis faire faire ce même exercice à des personnes analphabètes! L'idée se heurte d'abord aux résistances de l'équipe, qui change rapidement son fusil d'épaule. «Je leur ai dit que, pour renouveler leurs pratiques en alphabétisation, il leur fallait réfléchir sur ce qui les avait incitées à devenir formatrices. Bref, réfléchir sur le sens de leur action en alpha», se souvient Mme Desmarais.

Tous les récits de vie, compilés sous forme de synthèse dans un ouvrage paru en 2003 sous le titre *L'Alphabétisation en question* (Éditions Québecor), sont venus confirmer ce que les intervenantes pressentaient déjà: si les pratiques de l'écrit ont pris racine de façon positive dès la prime enfance chez les intervenantes, il en a été tout autrement pour les jeunes analphabètes. Souvent maltraités dans leur milieu familial, issus d'un parent dépendant à l'alcool ou aux drogues, et se sentant rejetés par l'école, ces jeunes ont très tôt vécu des ruptures provoquées par le système scolaire.

Dans de telles circonstances, comment un jeune qui a fréquenté l'école une bonne partie de sa vie, qui a été étiqueté et marginalisé parce qu'il n'était pas bon en lecture et en écriture, peut-il avoir une image positive de lui-même par rapport à l'écrit? «La dimension affective est le moteur ou le frein-élan de l'apprentissage [...]. Ce qui est intéressant, c'est qu'à travers l'atelier d'autobiographie, les jeunes réalisent que tous leurs problèmes d'apprentissage ne sont pas de leur faute, qu'ils ne sont pas si nuls au bout du compte. Il y a alors de l'espace pour apprendre.»

Affiner son esprit critique, prendre le contrôle de sa vie, se défendre, avoir du plaisir, s'ouvrir au monde... Voilà le sens de l'écrit que veulent faire comprendre les formatrices aux jeunes analphabètes à travers une panoplie d'ateliers (l'atelier d'autobiographie est devenu la clé de l'enseignement) et d'activités créées sur mesure, selon les besoins et préoccupations du groupe — logement, maternité précoce, santé, créativité... «On doit donner un sens à l'écriture et à la lecture. Quand le jeune considère qu'il y a effectivement un sens à apprendre à lire et à écrire, on peut aller plus loin avec lui», avance Suzanne Daneau. Dans cette optique, ce sont les jeunes qui aménagent eux-mêmes leur horaire en fonction de leur disponibilité et de leur goût d'apprendre. Certains fréquentent les locaux de la BAL, situés dans un ancien presbytère de Longueuil, trois heures par semaine, d'autres jusqu'à 25 heures.

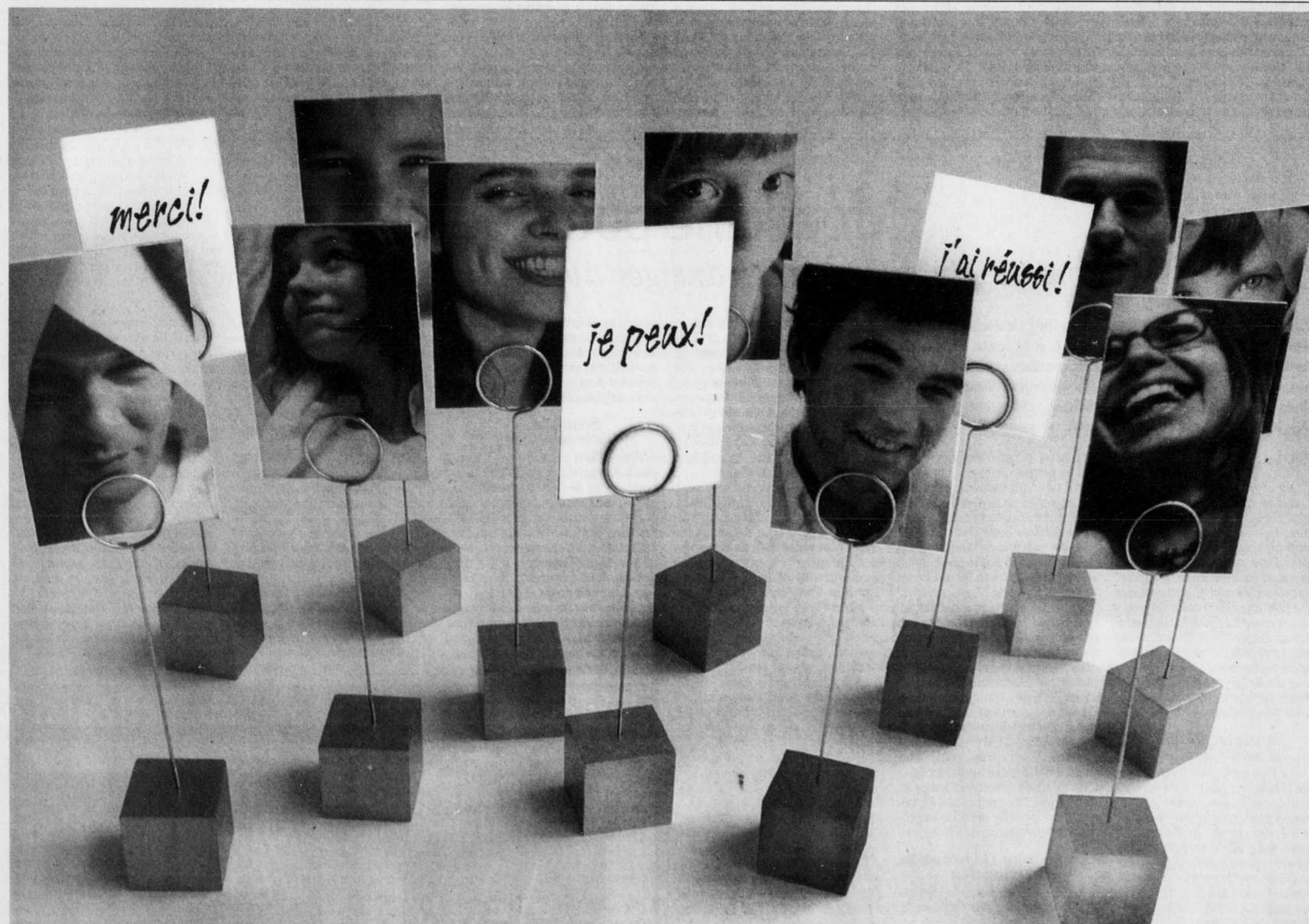
Succès européens et difficultés locales

Depuis la publication de leur recherche sous forme d'ouvrage vulgarisé et accessible à tous, les intervenantes de la BAL sont réguli-

èrement appelées à partager leur nouvelle vision de l'éducation dans des formations et des conférences tant au Québec qu'en Europe. «On souhaite étendre notre méthode à tout le système scolaire et inciter les enseignants à écrire leur propre récit en groupe», lance Martine Dupont. Ça les aiderait à mieux comprendre les jeunes, à voir comment chacun de nous s'est approprié la lecture et l'écriture, où s'est produit le blocage.»

Tout ce volet recherche et formation, intrinsèque à la BAL, requiert bien sûr beaucoup d'argent et l'organisme commence furieusement à en manquer. À la veille de célébrer le 20^e anniversaire de l'organisme, les intervenantes se disent profondément inquiètes et déçues des nouvelles politiques mises en place par le gouvernement libéral. «Le gouvernement a décidé de nous financer pour notre mission globale et non plus pour chaque projet présenté. D'accord, sauf que les budgets sont nettement insuffisants», fustigent les deux formatrices.

La BAL s'est vu récemment refuser une grosse subvention du ministère de l'Éducation pour la conception d'une plaquette sur la nouvelle vision de l'organisme, dédiée à l'ensemble des groupes en alphabétisation. «On voulait faire faire du chemin à notre recherche pour ne pas la voir dormir sur les tablettes, organiser un forum et amener un débat de société autour de l'éducation au Québec. Mais le MEQ a considéré que ce n'était pas notre mandat, déplore Suzanne Daneau. Sauf que, il y a deux ans, on nous a mandatés pour mener une recherche à l'échelle provinciale.» Dommage que le projet soit mis sur la glace, quand on pense qu'en 2003-2004, la BAL a réussi à rejoindre 47 jeunes, 18 parents et 497 autres personnes au moyen de formations et de conférences...



Au plaisir de vous lire...

Domtar est fière de souligner le 15^e anniversaire de la Fondation de l'alphabétisation.


Domtar